



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA REGION CENTRE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Centre

Bourges, le 22 janvier 2010

Unité territoriale du Cher et de l'Indre

INSTALLATIONS CLASSEES

SOCIETE SMURFIT KAPPA
PAPIER RECYCLE FRANCE

Commune de VALLENAY

GIDIC : ~~RAAPC~~ - RAAPC

Référence : RM-VD/MED/IC/R/SMURFIT_RAAPC100111.doc

Affaire suivie par : Valérie DROUARD

Valerie.drouard@developpement-durable.gouv.fr

Tél. 02 48 21 20 20 – Fax : 02 48 20 42 39

Vérifié par :

Objet : Cessation partielle d'activité et mise en place d'un suivi des eaux souterraines au droit du site.

Rapport de l'inspection des installations classées à Madame le préfet du Cher

Par courrier du 7 décembre 2009, la société SMURFIT KAPPA PAPIER RECYCLE FRANCE (SKPRF) a transmis à madame le préfet du Cher un mémoire de cessation d'activité concernant la fermeture de la papeterie de BIGNY-VALLENAY, ainsi que le plan de gestion associé.

1 – CONTEXTE

L'activité sur le site exploité par la société SMURFIT KAPPA PAPIER RECYCLE FRANCE (SKPRF) était autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2004.1.106 du 13 février 2004 pour la poursuite de l'exploitation d'une cartonnerie et papeterie à VALLENAY, au lieu-dit « Bigny ».

La société SKPRF a cessé définitivement son activité papeterie sur son site de VALLENAY, lieu-dit « Bigny », en mai 2006.

Dans ce cadre, SKPRF a réalisé, par le biais du bureau d'études ANTEA, une évaluation simplifiée des risques étape A (janvier 2007) et étape B (juillet 2007).

A noter que la société SMURFIT KAPPA FRANCE (SKF) poursuit par ailleurs son activité cartonnerie sur le site, les 2 sociétés SKPRF et SKF faisant partie du même groupe international, SMURFIT KAPPA.

2 – EVOLUTION DE LA SITUATION ADMINISTRATIVE

Parmi les éléments fournis par la société SKPRF dans son dossier de cessation d'activité, on note la liste des rubriques installations classées pour la protection de l'environnement concernées (activité papeterie) par la cessation d'activité :

Ressources, territoires et relations
Énergie et climat
Préparation des risques
Infrastructures, transports et mer
Développement durable

Présent
pour
l'avenir

PJ : projet d'arrêté préfectoral

15 avenue Roland Garros
18021 BOURGES Cedex
Tél. : 02.48.21.20.20
Fax : 02.48.20.42.39

<http://www.centre.developpement-durable.gouv.fr>



Rubrique	Désignation des activités	Régime	Description des Installations
329	Papiers usés ou souillés. La quantité emmagasinée étant supérieure à 50 tonnes.	A	4 000 t
1530-1	Bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues (dépôts de). La quantité stockée étant supérieure à 20 000 m ³ .	A	34 500 m ³
2430-2	Préparation de la pâte à papier. Autres pâtes y compris le désencrage des vieux papiers.	A	170 à 220 t/j
2440	Fabrication de papier, carton.	A	220 + 225 = 445 t/j
1414-3	Installation de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés. Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes).	D	
2920-2-b	Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10⁵ Pa : 2.b), supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW.	D	335 kW

A : autorisation ; D : déclaration.

3 – MEMOIRE DE CESSATION D'ACTIVITE ET PLAN DE GESTION

3.1 MISE EN SÉCURITÉ DU SITE.

Le site devrait être utilisé à l'avenir pour un usage industriel par SMURFIT Cartonnerie.

Lors de la cessation d'activité, les opérations suivantes de mise en sécurité ont été réalisées :

- Élimination du stock de vieux papiers ;
- Démantèlement de la STEP ;
- Mise à l'arrêt de la chaufferie ;
- Mise à l'arrêt du bâtiment « machine à papier » avec nettoyage et neutralisation des sources d'énergie et des flux. La machine à papier a été vendue et est en cours de démantèlement depuis fin décembre 2009.
- Nettoyage et inertage par du sable de la cuve enterrée de 100 m³ anciennement utilisée pour l'alimentation de la chaufferie.
- Imperméabilisation des surfaces nues par la pose d'enrobé.

Lors d'une visite sur site le 5 janvier 2010, l'inspection des installations classées a pu constater la réalisation de ces mesures de mise en sécurité du site.

3.2 DIAGNOSTICS DE LA QUALITÉ DE SOLS ET DES EAUX SOUTERRAINES.

• SOLS :

9 sondages des sols ont été réalisés, en mars 2007, lors de l'étape B de l'ESR. Ils ont permis de mettre en évidence :

- des teneurs en HCT et HAP faibles ;
- quelques dépassements ponctuels des teneurs définies par l'INRA pour les sols ordinaires pour le chrome, le cuivre, le zinc, le cadmium, le mercure et le plomb ;
- aucun dépassement des teneurs définies par l'INRA dans le cas fortes anomalies naturelles.

• EAUX SOUTERRAINES :

Deux ouvrages existants sont répertoriés au droit du site : Pz3 et un puits. Deux autres piézomètres ont été mis en place par ANTEA : Pz1 (en amont hydraulique) et Pz2 (en aval hydraulique, proche du Cher). Les analyses réalisées en mai 2007 ont montré :

- sens d'écoulement de la nappe globalement du sud vers le nord avec une perturbation locale en Pz3, l'hypothèse étant une remontée de la nappe liée à la proximité de l'ancien canal du Cher remblayé ;
- absence de dépassement des valeurs guide « eau brute » pour les paramètres HAP, BTEX, métaux, cyanures totaux, chlorures et sulfates ;
- absence de dépassement des valeurs guides :
 - pour les hydrocarbures totaux (HCT) sur les 3 piézomètres (Pz1 à Pz3) ;
 - pour les COHV sur Pz1, Pz3 et le puits ;
- dépassements ponctuels :
 - de la valeur guide « eau brute » pour les HCT au droit du puits ;
 - de la valeur guide « eau potable » pour les COHV au droit du piézomètre Pz2.

3.3 PROPOSITION DU PLAN DE GESTION.

Alors que les études mentionnées ci avant ne définissent que le réseau associé à la cuve de fuel de 100 m3 comme seule source de pollution potentielle existante au droit du site, le vecteur principal de migration des substances polluantes potentiellement présentes dans les sols est la nappe alluviale du Cher. Le site n'étant pas présent dans des périmètres de protection de captages d'eau, les seules cibles sont donc le Cher et la nappe alluviale du Cher.

En conséquence, l'exploitant propose la mise en place d'une surveillance semestrielle des eaux souterraines au niveau des 3 piézomètres et concernant les paramètres suivants : HCT, COHV, CAV et naphthalène.

4 - AVIS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES ET PROPOSITIONS

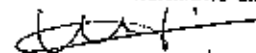
Compte tenu des mesures de mise en sécurité mises en œuvre par l'exploitant dans le cadre de la cessation partielle de son activité sur le site de VALLENAY,

Compte tenu de la proposition de mise en place d'un suivi semestriel des eaux souterraines sur les paramètres HCT, COHV, CAV et naphthalène sur une période de 4 ans,

L'inspection des installations classées propose à Madame le préfet du Cher de prescrire à la société SMURFIT KAPPA PAPIER RECYCLE FRANCE une surveillance semestrielle des eaux souterraines du site qu'elle exploitait sur la commune de VALLENAY. Un projet d'arrêté préfectoral en ce sens est joint au présent rapport.

En application de l'article R.512-31 du code de l'environnement, le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques devra être consulté.

L'inspectrice des installations classées,



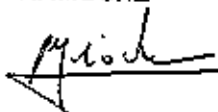
V.DROUARD

Vu et transmis avec avis conforme,
à madame le préfet du Cher,

Pour le directeur et par délégation,

Le chef de l'unité territoriale
du Cher et de l'Indre,

R. MIOCHE



Projet d'arrêté préfectoral de prescriptions particulières

Le préfet du département du Cher, Chevalier de la Légion d'Honneur ;

Vu la partie législative du Code de l'Environnement et notamment ses livres II (titres I et II) et V (titres 1^{er}, IV et VII) ;

Vu la nomenclature des installations classées annexée à l'article R.511.9 du code de l'environnement ;

Vu la circulaire référencée DGS/SD. 7B n° 2006-234 du 30 mai 2006 de la direction générale de la santé ;

Vu la circulaire du 8 février 2007 relative à la prévention de la pollution des sols et à la gestion des sites pollués ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2004.1.106 du 13 février 2004 autorisant la poursuite de l'exploitation d'une cartonnerie et papeterie à VALLENAY, au lieu-dit « Bigny » ;

Vu le courrier de la société SMURFIT KAPPA PAPIER RECYCLE FRANCE (SKPRF) en date du 7 décembre 2009 indiquant la cessation d'activité de son installation de papeterie sise 5 route des Forges à VALLENAY et présentant le plan de gestion associé ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 22 février 2010 ;

Vu l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du ... ;

Considérant que les investigations menées sur le site au niveau des eaux souterraines et des sols ont mis en évidence la présence de polluants de sorte que l'exploitant propose un suivi semestriel des eaux souterraines sur les paramètres HCT, COHV, CAV et naphthalène sur une période de 4 ans ;

Considérant que l'exploitant a mis en place des mesures de mise en sécurité du site dans le cadre de la cessation partielle d'activité ;

Considérant que la rivière LE CHER est localisée en bordure immédiate du site, en aval hydraulique, et que sa nappe d'accompagnement se trouve entre 1 et 4 mètres de profondeur au droit du site ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

Les dispositions du présent arrêté sont applicables à la société SMURFIT KAPPA PAPIER RECYCLE FRANCE (SKPRF), dont le siège social est sis allée des Fougères 33380 BIGANOS, pour le site sis 5 route des Forges sur la commune de VALLENAY.

ARTICLE 2 :

Au vu des résultats des études susvisées, l'exploitant met en œuvre les dispositions suivantes :

- mise en place de 3 piézomètres (PZ1, PZ2 et PZ3) suivant la procédure réglementaire en vigueur. Ces ouvrages doivent être implantés de manière à permettre le prélèvement et le contrôle des eaux de la première nappe rencontrée où l'impact éventuel des activités puisse être effectivement détecté ;
- les ouvrages réalisés sont convenablement protégés. Les têtes des ouvrages font l'objet d'un nivellement NGF ;
- les 3 piézomètres sont positionnés conformément au plan de l'annexe du présent arrêté ;
- l'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la protection des ouvrages concernés, éviter tout risque de pollution accidentelle des eaux souterraines et y avoir accès pour leur entretien et effectuer les prélèvements demandés.

ARTICLE 3 :

ARTICLE 3.1 :

- sur une période de 4 ans, un contrôle des eaux souterraines est effectué tous les six mois en périodes de hautes et de basses eaux au niveau des piézomètres PZ1, PZ2 et PZ3 ;
- les relevés et analyses portent sur les paramètres et composés suivants :

- niveau piézométrique,
- concentrations en composés aromatiques volatils : benzène, toluène, éthylbenzène, xylène et cumène,
- concentrations en naphthalène,
- concentrations en hydrocarbures totaux,
- concentrations en composés organo-halogénés volatiles.

ARTICLE 3.2 :

- les prélèvements sont réalisés par un organisme compétent et les analyses sont effectuées par un laboratoire agréé par l'administration ;
- les prélèvements en nappe sont réalisés suivant la procédure réglementaire en vigueur ;
- le conditionnement, la durée comprise entre l'échantillonnage et les analyses ainsi que le transport des échantillons doivent être adaptés à leur conservation et aux analyses à réaliser ;
- les conditions de mesure sont fixées par les normes correspondant à chacun des paramètres analysés ;
- un rapport est transmis à l'inspection des installations classées dès réception des résultats d'analyses. Ce rapport comportera en particulier : les relevés des niveaux piézométriques, les résultats des analyses, un récapitulatif de l'évolution de la qualité des eaux depuis le premier contrôle et d'une manière générale, tout commentaire utile à une bonne compréhension des résultats ;
- toute anomalie est signalée dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées ;
- les frais occasionnés par les contrôles et analyses sont supportés par l'exploitant.

ARTICLE 3.3 :

Les conditions de réalisation de ces contrôles et analyses peuvent être modifiées au vu des résultats obtenus sur proposition de l'exploitant, après accord de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 3.4 :

En complément de la transmission des résultats d'analyses à l'inspection des installations classées, l'exploitant communique au préfet un bilan quadriennal des résultats de la surveillance des eaux souterraines comportant ses propositions d'adaptation des modalités de cette surveillance. Ce bilan doit être transmis dans un délai maximal de 6 mois suivant son échéance.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire par voie administrative. Copies en seront adressées à Monsieur le maire de la commune de VALLENAY et à Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement – Centre.

ARTICLE 5 :

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre I^{er} du livre V du code de l'environnement.

ARTICLE 6 :

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Cher, Monsieur le maire de VALLENAY, Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement - Centre et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.